



Privatisation de la sûreté à Lille et Calais :

Un abandon, saucissonné, mais qui n'a pas « calé »...



Marcher à la carotte ?



Phase 1 : détruire une mission antiterroriste, d'abord en Île-de-France !

La mission de la sûreté, prise au sens large du terme, mobilise « historiquement » l'équivalent de 700 agents de la Direction générale des Douanes et Droits indirects (D.G.D.I.). Soit 8,4% des effectifs de la branche SURV (1 agent sur 12). L'engagement, l'expérience et le savoir-faire de nos collègues sont éprouvés.

Le mercredi 5 juillet, la confirmation de l'abandon de la mission de la sûreté ferroviaire est à l'ordre du jour de la séance du Comité social d'administration de réseau (CSAR, prononcer « César ») de la DGDDI.

Dans l'immédiat, cela concerne l'Île-de-France (IdF) et plus particulièrement la Brigade de surveillance intérieure de Paris TransManche (BSITM) qui est implantée en gare de Paris-Nord. Concrètement, il s'agit de la privatisation (qualifiée pudiquement d'« externalisation ») de l'inspection filtrage des voyageurs et de leurs bagages sur le lien fixe transmanche.



Phase 2 : étendre, pan par pan, le procédé aux Hauts-de-France !!

Lors du débat, de concert avec une autre organisation syndicale, SOLIDAIRES a relayé l'inquiétude de nos collègues des Hauts-de-France, et plus particulièrement de Calais et Lille.

Transparent, SOLIDAIRES a rendu compte de l'annonce de l'abandon de la sûreté également dans les Hauts-de-France, par courriel aux personnels dès la matinée du jeudi 6 juillet.

Les propos de Madame la Directrice générale Isabelle Braun-Lemaire sont clairs :

« S'agissant de Lille, on a convenu avec Eurostar de réfléchir [...]. Pour moi la suite logique, la sûreté deviendra une supervision de sûreté à Lille et Calais. C'est pour moi dans la continuité. »



Phase 3 : face à la perspective d'une mobilisation, démentir en urgence !!!

Suite à l'émoi légitime du terrain, la gêne est grande parmi la « haute » administration ! Il importe pour elle de démentir au plus vite, afin d'éteindre le début d'incendie !

Il faut dire que la dernière mobilisation partie spontanément du terrain à la DGDDI vient des Hauts-de-France ! Il s'agit de celle du printemps 2019, contre le peu de moyens pour faire face au Brexit. Une mobilisation, encore dans toutes les têtes, car partie de Calais et essaimant nationalement en quelques semaines seulement !

Or, le jeudi 6 juillet, un Comité social d'administration ministériel (CSAM, prononcer « sésame ») se tient à Bercy, présidé par le ministre des Comptes publics, Gabriel Attal lui-même. Cette mobilisation ayant entraîné le départ du prédécesseur de Madame Braun-Lemaire, celle-ci veille en séance à la transmission d'un petit papier au ministre ! Aussitôt après avoir indiqué qu'un courrier sera adressé aux agents, M. Attal annonce « Je veux m'inscrire en faux, il n'y a pas de projet à Calais ».

SOLIDAIRES dénonce ce désengagement de l'État envers une mission de lutte anti-terroriste. Calais n'est plus sur la sellette dans l'immédiat ? Dont acte. C'est néanmoins une confirmation pour Lille après l'Île-de-France. Peu glorieuse, la « haute » administration renverse la responsabilité de cette forfaiture en pointant une « fausse information » (sic!).

Le caractère puéril de cette assertion révèle bien des choses de notre actuelle classe dirigeante : **ce qui effraie nos autorités, ce n'est pas la mise en péril des populations, mais plutôt la mise en péril de l'agenda d'abandon de la mission.** Agir en responsabilité commande au contraire de défendre la mission, et de revendiquer massivement des moyens et des effectifs douaniers. C'est l'essence de notre combat syndical.

Paris, le jeudi 13 juillet 2023



Syndicat SOLIDAIRES Douanes

93 bis rue de Montreuil – boîte 56 – 75011 PARIS / contact@solidaires-douanes.org / + 33 (0)1 73 73 12 50

<http://solidaires-douanes.org/>



SolidairesDouanes



SolidR_DOUANES



solidaires_douanes